



MINISTRE DES MINES

Le Ministre

**ARRETE MINISTERIEL N° 043....CAB.MIN/MINES/01/2016 DU 19 MAR 2016
PORTANT RENOUVELLEMENT AU TITRE D'ENTITE DE TRAITEMENT
CATEGORIE B DANS LA PROVINCE DU HAU-KATANGA AU PROFIT DE LA
SOCIETE KAI PENG SARL**

Vu la Constitution, spécialement ses articles 93, 201 point 36 lettre f, et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10, 81 et 83 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier ;

Vu l'Ordonnance n° 15/014 du 21 mars 2015 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 15/015 du 21 mars 2015 fixant les attributions des Ministères, spécialement son article 1^{er} B points 6 et 14 ;

Vu, tel que modifié et complétée à ce jour, l'Ordonnance n° 014/078 du 07 décembre 2014 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres et des Vice-Ministres ;

Vu l'Arrêté Interministériel n° 0349/CAB.MIN/MINES/01/2014 et n° CAB/MIN/FINANCES/2014/149 du 18 août 2014 portant fixation des taux des droits, taxes, et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère des Mines ;

Vu l'Arrêté Interministériel n° 0149/CAB.MIN/MINES/01/2014 et n° 0116/CAB/MIN/FINANCES/2014 du 25 juillet 2014 portant « Manuel des procédures de traçabilité des produits miniers de l'extraction à l'exportation » ;



Vu, tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrête Interministériel n° 0122/CAB.MIN/MINES/01/2013 et n° 782/CAB.MIN/FINANCES/2013 du 05 avril 2013 portant réglementation des exportations des produits miniers marchands ;

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté Ministériel 3163/CAB. MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007 portant réglementation des activités de l'entité de traitement et de l'entité de transformation des substances minérales ;

Considérant la demande de renouvellement d'agrément au titre d'entité de traitement d'hétérogénite Catégorie B introduite en date du 09 février 2016 par la société **KAI PENG Sarl** ;

Sur avis favorable de la Direction des Mines ;

A R R E T E :

Article 1^{er} :

Est renouvelé, l'agrément au titre d'entité de traitement, Catégorie B, au profit de la société **KAI PENG Sarl**, dont références ci-après :

- Adresse sociale : n° 33, Route Kambove, Commune de Panda,
Ville de Likasi
- n° RCCM : **CD/L'SHI/RCCM/14-B-052**
- n° Identification Nationale : **6-128-N62747**
- n° Import-Export : **MC/DIP/KAT/154/22/2012**
- n° Nouvel Identifiant Fiscal, NIF : **A1206441Q**
- n° Compte bancaire à la RAW BANK : **05130-01009431401-44 USD**

Le présent agrément est octroyé pour une durée de deux (02) ans renouvelable pour la même durée.

Article 2 :

La société **KAI PENG Sarl** peut conclure des contrats d'achat des substances minérales et de vente des produits miniers issus du traitement et de la transformation dans son usine, avec des partenaires de son choix, tant sur le territoire national, qu'à l'extérieur du pays.

Toutefois, l'exportation desdites substances est soumise à l'autorisation du Ministre ayant les Mines dans ses attributions.

**Article 3 :**

La société **KAI PENG Sarl** est autorisée à s'approvisionner en minerais d'hétérogénite auprès des exploitants artisanaux, des négociants et des coopératives minières, et en produits miniers concentrés de cuivre et de cobalt, auprès des entités de traitement de la catégorie A et des titulaires de droits miniers d'exploitation.

Article 4 :

La société **KAI PENG Sarl** est tenue de transmettre mensuellement à la Division provinciale des Mines à Lubumbashi et à la Direction des Mines à Kinshasa, les données sur les quantités d'hétérogénite ou de concentré de cuivre et de cobalt achetées, traitées ou en stock, ainsi que la composition chimique en métaux valorisables établie sur base d'analyses effectuées par un laboratoire agréé.

Article 5 :

Sans préjudice des sanctions prévues par l'Arrêté Ministériel n° 3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007 portant réglementation des activités de l'Entité de traitement et de l'Entité de transformation des substances minérales, tel que modifié et complété à ce jour, spécialement ses articles 20 et 21, toute violation des dispositions des articles 3 et 4 ci-haut, entraîne le retrait du présent agrément.

Article 6 :

Le Secrétaire Général des Mines est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le **19** MAR 2016

Martin KABWELULU

Ampliations

- Cabinet du Président de la République
- Cabinet du Premier Ministre
- Cabinet du Ministre des Mines
- Secrétariat Général des Mines
- Direction des Mines
- CTCPM
- Div. Prov. Des Mines et Géol. Du ressort
- Sté KAI PENG Sarl